

**Jean MAGNIADAS**

***Migrations et mondialisation***

(Le Temps des Cerises, 2007, 238 p., 15 euros)

196

Voilà très exactement le genre de livres dont la gauche a besoin aujourd'hui pour sortir de l'impasse. Le phénomène étudié – les migrations et la mondialisation – est l'un des plus fondamentaux pour la compréhension du système mondial capitaliste, dans ses dynamiques passées et présentes. Son extrême complexité et la multiplicité de ses implications, à la fois politiques, économiques, sociales, géostratégiques... exigeaient non seulement une approche pluridisciplinaire, mais également l'alliance d'une rigueur des réflexions conceptuelles et théoriques avec une force de propositions pratiques, sachant faire preuve de finesse et de discernement. C'est précisément ce qu'a réussi son auteur, Jean Magniadas. Il est vrai que celui-ci, lorsqu'il administra l'INED, sut combiner des qualités de solide économiste marxiste – membre honoraire du Conseil économique et social – et de militant syndical expérimenté – ancien membre de la Commission exécutive de la CGT. Cet ouvrage est utile, à mon sens, aussi et surtout parce qu'il offre aux progressistes l'occasion de s'entendre, au-delà de grands principes vagues mais malmenés dans les faits, sur l'urgente nécessité de construire ensemble une politique de l'immigration d'une France authentiquement démocratique.

Car, face à la montée de l'intolérance et du racisme, aux vieux démons de l'extrême droite xénophobe et démagogique, aux dérives sécuritaires et à la répression tous azimuts, qui produisent les dégâts que l'on sait, les forces de gauche, encore sur la défensive, trop divisées et plongées dans une certaine confusion, ne sont pas parvenues, en dépit des résistances exemplaires de très nombreux militants et activistes, à fixer et à tenir les positions d'une politique migratoire véritablement progressiste. Pour une France à l'écoute du monde, solidaire des peuples du Sud, rompant radicalement les ponts avec l'impérialisme. Pour une République forte et fière de ses différences, multicolore, accueillante, qui n'oublie pas que sa Révolution avait élu député en 1789 un Allemand (Anacharsis Cloots), que la Commune de Paris s'était dotée en 1871 de représentants polonais (Wroblewski, Dombrowski), ni que des millions d'étrangers ont donné leur vie pour la défendre, des tirailleurs africains aux « métèques » de l'Affiche rouge, si chers à nos cœurs. Une France qui se métisse et qui se souvient des mots des Communards : « Marianne a la peau brune. »

Ce livre sérieux, lucide, empli d'une sage révolte, se dresse contre la stratégie de l'« immigration choisie » de Sarkozy (de

Nagy-Bocsa), aux ordres de l'oligarchie patronale. La loi du 24 juillet 2006 sur « l'immigration et l'intégration » marque en effet un tournant extraordinairement réactionnaire de la politique d'immigration, par le durcissement du code de l'entrée des étrangers et du droit d'asile, par la violence exercée contre les sans-papiers et les dispositifs les livrant à la surexploitation capitaliste, par les discriminations introduites selon les « *talents et compétences* » et le drainage des cerveaux du Sud, par les complications d'obtention de la carte des dix ans et le verrouillage du regroupement familial, par les suspicions soulevées lors des mariages avec des étrangers et les restrictions apportées à la protection sociale, par le retour de l'interdiction du territoire et la honte de la création d'un ministère à l'appellation douteuse, par la soumission aux diktats des transnationales et le refus de considérer les causes profondes des migrations...

Les alternatives proposées par l'auteur aux partis, syndicats et mouvements sociaux comprennent des mesures progressistes telles que le droit de

vote et d'éligibilité aux résidents étrangers à toutes les élections, l'annulation de la loi de juillet 2006, la mise en place de partenariats pour le respect du droit d'asile, la régularisation avec titre de séjour de tous les sans-papiers, la facilitation de l'accès à la nationalité française, la suppression des centres de rétention et des zones d'attente... Mais elles visent encore à « sécuriser les migrations », c'est-à-dire à inscrire les flux migratoires dans un système de sécurité d'emploi et de formation, ainsi que dans un co-développement impliquant notamment des engagements concrets d'amélioration des conditions sociales d'accueil. Ces réponses démocratiques, en forme de renforcement des droits des immigrés au Nord et du développement au Sud, sont ainsi conçues comme les moteurs de la relance d'une solidarité entre travailleurs du Nord et peuples du Sud, dans « une perspective de transformations sociales radicales, à visée révolutionnaire ».

RÉMY HERRERA